



Rapport économique 2024 LIBAN

Juin 2024

Executive Summary

Die libanesische Wirtschaft steckt seit 2019 in einer tiefen Krise. Das Bruttoinlandprodukt des Landes hat sich seit 2019 halbiert. Die bereits vor der Krise dagewesenen strukturellen Probleme einer hauptsächlich auf den Dienstleistungssektor ausgerichteten Wirtschaft bleiben bestehen. Grundlegende Reformen, gerade auch im Finanzsektor, lassen auf sich warten. Die Bargeldwirtschaft nimmt weiter zu, was das Risiko für Geldwäscherei und Steuerhinterziehung erhöht sowie den informellen Sektor stärkt. Dem Libanon droht, diesen Herbst auf die graue Liste der Financial Action Task Force (FATF) gesetzt zu werden. Weiterhin ist der Libanon das am stärksten von Geldsendungen der Diaspora abhängige Land der Welt. Mit dem 7. Oktober 2023 und dem Ausbruch des Konflikts im Nahen Osten wurden die Aussichten noch düsterer. Schätzungen gehen davon aus, dass die jüngste bewaffnete Auseinandersetzung zwischen der Hisbollah und Israel bereits Kosten von USD 6 Milliarden im Libanon verursacht hat. Dies sind keine attraktiven Aussichten für Schweizer Firmen. Konkrete Schwierigkeiten stellen sich zudem aufgrund der de-facto Kapitalverkehrskontrollen, der hohen Planungs- sowie Rechtsunsicherheit, der sehr tiefen Staatsausgaben, der erodierenden Verwaltung, der abnehmenden Kaufkraft sowie der schlechten Infrastruktur (u.a. mangelhafte Elektrizitätsversorgung).

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	5
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	6
3.1	Politique et priorités du Liban.....	6
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)	7
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	8
4.1	Evolution et perspectives générales	8
4.1.1	<i>Commerce de marchandises</i>	8
4.1.2	<i>Commerce de services</i>	9
4.2	Commerce bilatéral	9
4.2.1	<i>Commerce de marchandises</i>	9
4.2.2	<i>Commerce de services</i>	10
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	10
5.1	Evolution et perspectives générales	10
5.2	Investissements bilatéraux	11
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	111
6.1	Instrument de la promotion économique extérieure suisse.....	111
6.2	Intérêt du Liban pour la Suisse	111
ANNEXE 1 – Structure de l'économie.....		125
ANNEXE 2 – Principales données économiques.....		126
ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux.....		147
ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux		158
ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs		170

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La crise économique actuelle du Liban est l'une des plus graves de l'histoire récente. Le pays est assailli par des crises complexes qui se chevauchent : une crise de dette, une crise bancaire, une crise monétaire et une crise de croissance. Le PIB réel s'est contracté d'environ 40% entre 2019 et 2022¹. Il semble avoir baissé de 0.5% en 2023 et ne pas dépasser les \$17.9 milliards.²⁻⁷ La prestation des services publics s'est effondrée. L'informalité et l'économie souterraine ont fortement augmenté, une grande partie des transactions étant effectuée en espèces.¹ Les réformes, déjà urgentes en 2019, notamment celles requises pour un accord avec le Fonds Monétaire International (FMI), se font encore attendre.

Au début de 2023, la contraction économique s'est atténuée grâce à une croissance de la consommation et à des signes de stabilisation de l'activité du secteur privé, tous deux sujets aux chocs exogènes.² La reprise saisonnière du tourisme a augmenté les entrées de devises durant l'été 2023. Quoiqu'éphémère, elle a donné l'impression que l'économie était vouée à sortir de la crise. Cependant, les recettes du tourisme et les envois de fonds sont loin d'être suffisants pour compenser le déficit commercial et le manque de financement extérieur. La trajectoire actuelle du solde extérieur est insoutenable et souligne l'urgence de la situation. Répliquant le passé, la croissance repose sur une structure économique dysfonctionnelle. D'un côté, des signes de redynamisation via le tourisme, les envois de fonds et les salaires en dollars et de l'autre, des symptômes préoccupants que sont le déficit des transactions courantes et la médiocrité des investissements publics.

Au dernier trimestre de 2023, l'économie, qui commençait à peine à se redresser, a subi un choc de taille dû à l'impact du conflit au Proche-Orient et des hostilités au sud du Liban. Les études préliminaires tentent de recenser l'ampleur des dégâts, autour de \$6 milliards, encore difficiles à cerner³. Dans le sud, la destruction d'infrastructures, de logements et de terres agricoles⁴ par les bombardements est estimée à \$2 milliards⁵ sans compter les démolitions dans les zones particulièrement difficiles d'accès. Quant aux pertes indirectes, estimées à \$4 milliards, elles se reflètent dans l'arrêt signalé de l'activité économique notamment dans le sud (fermeture des institutions et cessation d'activités). Elles se ressentent également dans tout le pays et touchent principalement le tourisme, générateur de revenus en dollars et d'emploi, le secteur agricole, l'environnement ainsi que le commerce international et les flux financiers.

Les finances publiques sont peu viables⁶ même si les recettes fiscales ont augmenté à 15.3% du PIB en 2023⁷. Le budget de 2024 montre un faux équilibre budgétaire. Les recettes fiscales y constituent 79% des recettes dont 76% de taxes indirectes créant une politique fiscale hautement régressive⁶. Les salaires du secteur public qui ont augmenté de \$40 millions par mois pèsent sur les dépenses de l'Etat qui n'est point capable de générer des revenus suffisants, et a peu de marge pour les dépenses de base comme l'entretien d'infrastructures. Cette limitation de l'investissement dans le capital physique compromettra la croissance future.

Les transferts de fonds des expatriés vers le Liban ont totalisé \$6.7 milliards en 2023, en hausse de 4.1% pour la 2^{ème} année consécutive, par rapport aux \$6.4 milliards reçus en 2022, l'équivalent de 29% du PIB⁸. Ils sont la plus grande source de flux de ressources extérieures, dépassant la somme des investissements directs étrangers et de l'aide publique au développement. Ils resteront essentiels à court et à moyen terme, d'autant plus que les déficits budgétaires et de la balance courante suscitent des inquiétudes quant à l'endettement du pays

¹ Hausmann & co., «Towards a sustainable recovery for Lebanon's economy», Harvard University Working paper no.439, Nov.2023.

² [LebanonEconomicMonitor 2023 de la BM](#) Les indicateurs économiques officiels sont presque inexistantes et peu fiables.

³ Les estimations non publiées de la BM: \$7- \$8Mrds. Pour le ministre de l'économie \$7 à 10 Mrds [icibeyrouth](#) du 26.02.24

⁴ Les dégâts agricoles évalués à \$2.5 Mrds [icibeyrouth](#) du 26.02.24 puis à \$3 Mrds deux mois après [min. de l'agriculture](#)

⁵ Institut de sondage Information International [lorientlejour](#) du 24.03.24

⁶ [Rapport économique Liban](#), Banque Audi - T1 2024, publié le 08.05.2024 [pdf](#) et [FMI Art.IV Consultation](#)

⁷ [WB-MPO Lebanon](#) Avril 2024

⁸ Selon les chiffres de la BdL - [LebanonThisWeek](#) Byblos Bank, # 818, 13- 18 mai, 2024 p. 2 repris dans [lorientlejour](#) du 21.05.2024- Montant > que les \$6,4 Mrds initialement prévus par la BM dans son rapport sur les migrations et le développement -déc. 2023, un peu moins qu'en 2022.

qui dépend grandement des importations de pétrole.⁹ Or, le Liban devient une des plus chères destinations pour l'envoi de fonds.¹⁰

La Banque du Liban (BdL) a augmenté ses réserves en devises étrangères de plus d'un milliard de dollars jusqu'en mars 2024, tout en maintenant un taux de change stable depuis avril 2023.¹¹ Cette hausse est attribuée à l'arrêt du financement de l'État.¹² En avril 2024, le bilan intermédiaire de la BdL montre des actifs en devises étrangères de \$14.89 milliards dont \$9.7 milliards en réserves. Quant aux réserves en or, leur valeur atteint les \$21.3 milliards.

Le coût de la vie à Beyrouth est le 194^{ème} plus élevé au monde et le 6^{ème} plus élevé parmi les villes arabes.¹³ L'augmentation répétée des tarifs douaniers, des télécommunications et de l'électricité, les répercussions de la hausse des coûts de transport et des taux d'assurance sur les biens importés dans le sillage du conflit au Proche-Orient ont aussi contribué à la hausse des prix. Depuis février 2023 déjà, les prix des biens de consommation de base, dont les produits alimentaires, ont grimpé dans un marché largement dollarisé¹⁹. Les prix ont presque retrouvé leur niveau d'avant 2019¹⁴ d'où une inflation en dollars. Cette inflation régressive¹⁵ de 221.3% en 2023 affecte de manière disproportionnée les pauvres et les personnes vulnérables. Néanmoins, la Banque Mondiale (BM) prévoit une baisse de l'inflation à 84% en 2024, principalement en raison de la dollarisation accrue des composantes de l'Indice des prix à la consommation (IPC)¹⁶. La hausse des impôts sur le revenu et les entreprises conformément au budget 2024 exacerbera l'effet de l'inflation.¹⁷ En outre, la BM estime qu'environ un Libanais sur trois souffre de pauvreté. La pauvreté monétaire est passée de 12% en 2012 à 44% en 2022 et elle est inégalement répartie dans le pays.¹⁸ L'économie structurellement vacillante assume également le coût de l'accueil des réfugiés syriens estimé à « près de \$1.5 milliard par an ».¹⁹

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale des Nations Unies prévoit une baisse du taux de chômage de 28.4% en 2023 à 27.6% en 2024, due à l'émigration de la main-d'œuvre libanaise plutôt qu'à une reprise économique réelle.²⁰ Certes, la vacuité de postes dans les administrations publiques qui a atteint 73% du nombre total d'emplois, est alarmante. Seuls 20% des fonctionnaires qualifiés occupent encore des postes critiques (de direction). Cet exode est dû à la chute des salaires de la fonction publique après l'effondrement de la livre, qui ont à peine atteint \$400 à \$500 malgré les réajustements.²¹

Par ailleurs, l'indice de développement humain au Liban (IDH) a baissé pour la troisième année consécutive. Le Liban se classe désormais à la 109^{ème} place sur 193 pays selon le dernier rapport du PNUD. La détérioration des 3 critères de l'IDH mènera à « un capital humain moins qualifié, ce qui signifie des personnes moins productives avec des revenus plus bas à l'avenir, ce qui affectera davantage l'économie ».²²

Tout futur soulagement des conditions monétaires du Liban dépend de la restauration des conditions de sécurité et de la mise en œuvre d'un ensemble de réformes qui aideraient à attirer les entrées de devises étrangères, à restaurer la confiance et à regagner la crédibilité.⁶

⁹ [LebanonWeeklyMonitor](#) Bank Audi- semaine 52, 25- 31 décembre 2023, p.2

¹⁰ [LebanonThisWeek](#) #817, 7-11 mai 2024, p. 2-3. Actifs en devises étrangères incluent les eurobonds libanais de \$5.2 Mrds

¹¹ Depuis avril 2023, la livre libanaise s'est stabilisée à 89'700 L.L. face au dollar. Mai marque le 13^{ème} mois sans dépréciation.

¹² [BusinessNews Newsletter Digest](#) du 08.03.2024

¹³ [LebanonThisWeek](#), Byblos Bank, # 804, 22-27 janvier 2024

¹⁴ Indice des Prix à la Consommation calculé pour évaluer l'inflation [OLJ](#) du 21.05.2024

¹⁵ [LebanonThisWeek](#), Byblos Bank, # 812, 18-30 mars, 2024 p.4

¹⁶ [Macro Poverty Outlook](#) BM, printemps 2024, repris dans [LebanonThisWeek](#) 15-20 Avril 2024, p.2 et [X économiste avr.2024](#)

¹⁷ [LebanonWeeklyMonitor Audi](#)- semaine 19, 6-12mai 2024, p.5.pdf "banking & financial services for Lebanon" Fitch solutions

¹⁸ [Rapport pauvreté de la BM publié le 23.05.2024](#) Les gouvernorats de Baalbek-Hermel, du sud et de Nabatieh n'étaient

pas inclus dans l'étude, de sorte que les résultats ne pourraient pas être considérés comme pleinement représentatifs.

¹⁹ [Propos par VP-MONA -BM](#) 08.03.2024. Le ministre des affaires sociales parle de \$4.5mrds/an en coûts directs & indirects

²⁰ [LebanonThisWeek](#), Byblos Bank, 1-13 avril 2024 p.2

²¹ Selon le Conseil de la fonction publique et l'Association des fonctionnaires de l'administration publique [business10.05.24](#)

²² [L'IDH](#) mesure le développement économique et social selon 3 facteurs clés: longévité, éducation et niveau de vie. 05.04.2024

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

En 2020, le Liban était classé 143/189 dans l'indice de la BM sur la facilité d'entreprendre des affaires ou « ease of doing business » (en baisse de 10 rangs par rapport à 2017). Les facteurs les plus problématiques à cet égard sont : l'instabilité gouvernementale, la corruption, l'infrastructure précaire, la bureaucratie gouvernementale inefficace, l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat.²³ Il faudrait ajouter l'imprévisibilité pour la planification, la faible action publique, ainsi que des difficultés concrètes telles les conditions de dédouanement complexes et une faible protection de la propriété intellectuelle. Selon le récent rapport de Fitch Solutions, une période prolongée de ralentissement économique, de dévaluation monétaire et d'instabilité politique persistante ont conjointement façonné un environnement extrêmement contraignant en termes d'opérations et d'investissements pour le secteur des services bancaires et financiers. La volatilité du marché devrait persister jusqu'à la fin de l'année 2024.¹⁷

Au Liban, les services représentent plus de 70% du PIB. Le secteur privé, notamment les PME, constitue la pierre angulaire de l'économie libanaise.²⁴ La croissance indexée de l'emploi dans les services montre clairement l'orientation croissante de l'économie vers les services.²⁵ Ce secteur tout au long de 2023 a connu une reprise relative tout comme l'activité dans le pays²⁶ parallèlement à l'augmentation du tourisme jusqu'en octobre. Un ralentissement est survenu avec le début des hostilités surtout comme les mises en garde de beaucoup de pays contre les voyages au Liban ont freiné l'afflux des étrangers et expatriés.⁶ En effet, le tourisme tend à être volatile et à pâtir des chocs internes et externes. Il ne saurait remplacer des moteurs de croissance durables et diversifiés.⁷

Les données relatives au secteur bancaire ne sont pas disponibles. Aucune banque locale n'a déclaré faillite ni vu sa licence radiée suite aux exigences de recapitalisation de la BdL jusqu'en février 2021. Pourtant, beaucoup de sociétés subsidiaires locales ou internationales ont fermé et un grand nombre d'employés dans les banques ont été licenciés. Le « secteur bancaire ne pourra plus constituer le premier moteur de l'économie libanaise compte-tenu de la perte de confiance à son égard ».²⁷ La stratégie de restructuration des banques figure parmi les prérequis du FMI pour l'examen de l'accord de principe par son conseil d'administration.

À partir de 2020, le secteur agricole connaît un léger regain de terrain (cf. annexe 1). Cependant, les secteurs primaire et secondaire restent sous-développés. Par ailleurs, le marché intérieur de distribution souffre d'un « manque de contrôle de qualité, d'une absence de réglementation en matière de commercialisation et de la concurrence des importations à bas prix en provenance des pays voisins. » Selon *Fitch Solutions*, en cas de comblement de ces lacunes, l'industrie agricole pourrait largement contribuer au PIB.²⁸ Le secteur primaire a été sévèrement touché par le conflit au Sud-Liban (incendies et bombardements au phosphore blanc endommageant le sol, destruction de bétail et de terres en temps de récolte nécessitant plusieurs années pour réhabilitation). La production agricole a donc chuté tandis que le sud représente jusqu'à 30% de la production nationale et contribue aux exportations.⁶

Il en va de même pour le secteur industriel puisque les combats ont perturbé les services économiques et sociaux déjà branlants et démolit les réseaux et les infrastructures affectant la timide activité industrielle.⁶ Cette situation a exacerbé les facteurs préalablement nuisant à l'environnement des entreprises et des investisseurs, à savoir les infrastructures médiocres (grave pénurie de services de bas tels électricité, combustibles, eau et une connectivité peu fiable), les structures de gouvernance faibles (corruption élevée), les procédures lourdes et le système d'investissement public à réformer. Le Liban se classe à la 112^{ème} place dans le score de prospérité globale de 2023, indicateur révélateur de la situation précaire pour les entreprises aussi bien libanaises qu'étrangères.

²³ Dans [Global Competitiveness Index/World Economic Forum_Leb.pdf](#)

²⁴ Dans [gov.uk/overseas-business-risk-lebanon](#)

²⁵ Cf. le diagramme par type d'industrie dans [investmentmonitor/beirut-allure-to-fdi-end/ juin21](#)

²⁶ [MPO- BM, avril 2023](#) : relative reprise du secteur privé et augmentation des touristes de 57 % les 1ers 8 mois de 2022.

²⁷ [Note secteur-tresor.economie.gouv.fr](#)

²⁸ [Rapport économique Liban](#) - 1er trimestre 2023 de Banque Audi

Le principal défi actuel du secteur privé est le coût de l'électricité. « La part de la facture d'électricité dans le total des coûts d'exploitation a plus que triplé, menaçant la continuité des activités, l'emploi et la compétitivité ». ²⁹ Le Liban se classe au bas du dernier rapport sur l'indice mondial de vulnérabilité énergétique, comme il « manque de ressources énergétiques et est confronté à une faible efficacité énergétique et à l'incertitude économique ». ³⁰

En dépit des turbulences politiques et économiques qui ont détérioré les conditions pour les entreprises suisses et font du Liban un marché peu attractif, en particulier pour les PME suisses, on observe un léger regain d'intérêt de certaines entreprises suisses. Les produits suisses sont à nouveau fortement convoités et importés. (Cf. infra 4.2 et annexe 4). Le secteur du luxe s'est paradoxalement redressé rapidement. En effet, la demande locale pour les produits de luxe comme les montres s'est améliorée ces derniers mois. Une catégorie de la population encaissant en dollars a un pouvoir d'achat élevé. Cette catégorie a un goût pour le luxe éblouissant et s'offre volontiers les marques suisses.

Selon une analyse du ministère français de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, ³¹ le Liban a des opportunités lui permettant d'évoluer « vers une économie plus productive et soutenable », s'il arrive à orienter les flux financiers étrangers « vers des secteurs productifs s'appuyant sur les atouts ». Parmi ces atouts, cette analyse distingue, d'une part le renforcement du potentiel du secteur agricole et agroalimentaire ^{27 et 28} qui est déjà le segment le plus actif de l'industrie libanaise en développant la production pour l'exportation (renforçant, par la même, la sécurité alimentaire). D'autre part, « la relance de l'écosystème tech, qui existait avant la crise, » représente une opportunité vu le niveau élevé d'éducation. Il nécessite néanmoins plus de financement.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du Liban

Le Liban est membre du FMI et de la BM. Depuis 1999, il est candidat à l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce et un accord de libre-échange AELE est en vigueur depuis 2007. En raison de l'absence du gouvernement ³², il n'existe actuellement aucune donnée sur les priorités du Liban dans ce domaine.

Le 7 avril 2022, le FMI a annoncé un accord de principe avec le Liban pour une aide de \$3 milliards sur 46 mois, qui pourrait ouvrir la voie à plus de crédits, à condition que le pays entreprenne une série de réformes fiscales, financières et monétaires fixées par l'institution internationale. Toutefois, deux ans après, les progrès vers ces projets de réformes restent modestes. Hormis quelques actions spacieuses ³³, le chantier des réformes n'a pas été activement enclenché notamment la loi sur la restructuration bancaire, au centre de l'attention actuellement. Le communiqué de presse à la fin de la visite au Liban d'une délégation du FMI le 23 mai dernier précise que « l'absence d'une stratégie crédible et financièrement viable pour le système bancaire continue d'entraver la croissance économique et la reprise des dépôts, tout en donnant lieu à une économie de plus en plus basée sur l'argent liquide et informel, avec des risques accrus d'activités illicites ». A ce titre, l'économie informelle au Liban a représenté 60% du PIB en 2023. ³⁴

En 2023, le Groupe régional d'action financière (GAFIMOAN) a procédé à une évaluation préliminaire du Liban faisant l'objet d'une surveillance particulière en raison de pratiques insatisfaisantes. En juin 2023, le GAFI a décidé d'accorder au Liban une période

²⁹ Rapport publié par Bank of America, figurant dans [Lebanon Weekly Monitor, May 15 - May 21 \(Week 20\)](#), Banque Audi.

³⁰ [Article investmentmonitor](#) du 23.08.2023

³¹ [Note secteur-tresor.economie.gouv.fr](#)

³² Depuis le 21 mai 2022, le gouvernement du Premier Ministre Mikati est considéré comme un gouvernement sortant/intérimaire. Depuis le 1^{er} novembre 2022, le Liban est sans Président. Des consultations sont en cours à cette fin.

³³ Selon l'accord, le budget aurait dû être accompagné de l'adoption d'un régime de taux de change unifié d'une part et de l'autre de la loi sur le contrôle des capitaux qui est restée longtemps en suspens dans les commissions parlementaires, avant que le cabinet n'y trouve un moyen détourné le 18 avril. Le plan concocté n'offre pas la même protection juridique idéale qu'une loi adoptée par le Parlement et ne répondra certainement pas à la demande du FMI d'avoir une loi appropriée.

³⁴ Selon Ziad Bekdache, VP de l'Association des industriels du Liban (ALI), dans [icibeyrouth/](#) du 17.05.24

d'observation d'un an pour mettre en œuvre des réformes conformes aux normes internationales. A défaut de cela et ce qui semble être le cas jusqu'à présent, le Liban sera inscrit sur la liste grise en septembre « pour diverses raisons, notamment l'expansion alarmante de la « Cash Economy » avec les risques associés de blanchiment d'argent, d'évasion fiscale et d'autres crimes financiers. Cette expansion alarmante est principalement alimentée par le retard dans la restructuration des banques. »³⁵ Un tel classement³⁶ pourrait perturber davantage les flux de capitaux vers le pays, les banques pouvant cesser leurs relations avec des certains clients à haut risque afin de réduire les coûts de mise en conformité. Une telle inscription risque également de nuire à la réputation, d'entraîner des ajustements de la notation de crédit, d'entraver l'obtention de financements mondiaux et de conduire à une augmentation des coûts de transaction. Toutefois, l'effondrement financier au Liban a déjà fortement limité les transactions bancaires et de nombreuses institutions ont coupé leurs liens avec le pays.³⁷

L'inaction coûte cher au Liban et ce coût devient de plus en plus irrémédiable. S'il y a une mise en œuvre des réformes indispensables à l'assainissement des finances publiques et à un redressement économique du pays, non seulement les recettes de l'État monteront en flèche mais l'image du Liban à l'étranger s'améliorera, ce qui pourrait attirer les investissements et créer un environnement propice aux affaires.

Par ailleurs, les importations sont considérablement élevées. Nombreux sont ceux qui affirment que le Liban importe et finance certains produits pour deux pays. Malgré le manque de données fiables, il semble effectivement qu'il y ait un trafic illégal notable de diverses marchandises vers la Syrie, notamment des produits médicaux, qui sont toujours subventionnés au Liban (et donc moins chers qu'en Syrie).³⁸

Au Liban, le défi est essentiellement politique. Pour que le pays se relève, il n'y a pas d'autre choix que d'adopter un nouveau modèle de croissance, où le rôle des exportateurs est plus important que celui des importateurs et celui des banquiers productifs plutôt que spéculatifs. Mais l'adoption d'un tel modèle n'est pas garantie car les grands banquiers risquent de perdre des dizaines de milliards de dollars et ont les moyens d'influencer le système politique pour retarder le jour de la redevabilité.³⁹

Les dernières données de la balance des paiements de la BdL montrent que si le pays s'améliore sur presque tous les plans, le dernier trimestre de 2023 a effectivement asséné un coup dur au tourisme puisque l'excédent des services est inférieur à celui de 2022. Les envois de fonds et l'aide internationale ne suffisent pas à couvrir le déficit commercial et à équilibrer le compte courant. Le compte de capital a également diminué, probablement en raison d'une réduction des investissements directs étrangers ce qui veut dire que le pays consacre encore environ 10% de son PIB pour financer le déficit de la balance des paiements, les extrayant des réserves de change.

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

Consulter la partie 2

La conjoncture économique a affecté les activités économiques et l'emploi, minant sévèrement la demande. Les ménages sont confrontés à une perte importante de leur pouvoir d'achat depuis le début de la crise financière et économique de 2019 en raison de l'inflation galopante. En effet, la baisse des revenus et l'érosion du pouvoir d'achat qui s'en est suivie ont considérablement amplifié la vulnérabilité de la population à l'insécurité alimentaire. Les gens réduisent leurs dépenses et achètent les produits essentiels, choisissant ceux abordables.⁴⁰

³⁵ [Article Orient Le Jour du 26.04.2024](#)

³⁶ [Article ArabNews](#) du 29.05.2023 et [reuters du 23.06](#)

³⁷ [Article](#) dans L'Orient du Jour du 23.05.2023.

³⁸ Infos non appuyées par des données cependant largement dans la presse et confirmées oralement dans la présentation du rapport de la BM et mentionnée dans [le LEM de la BM](#).

³⁹ [DIWAN Ishac](#), "The New Debt Crisis of the Middle East: Political Economy to the Rescue?" du 13.06.2023 [/carnegie-mec.org/](#)

⁴⁰ [Rapport pauvreté de la BM publié le 23.05.2024](#)

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

Le déficit de la balance des paiements connaît une baisse de 75.6% en 2023. Ce solde, toujours négatif, ne traduit pas une amélioration significative des performances de l'économie libanaise. En fait, le déficit des transactions courantes s'est réduit de 22.3%. Il inclut la balance commerciale de marchandises, celle des services mais également les entrées de fonds, les revenus d'investissements et les transferts publics. La baisse du déficit des paiements est principalement due à la diminution de 22% du déficit du compte courant, de 32.7% du PIB en 2022 à 11% du PIB en 2023. Or la baisse du compte courant est attribuée à une légère hausse des transferts des expatriés et à un rétrécissement de la balance commerciale de 6.6% s'élevant désormais à \$14.5 milliards.^{41et42}

Cette diminution du déficit de la balance commerciale ne reflète pas une amélioration des performances commerciales du pays car en réalité "le pays gagne moins d'argent en exportant et dépense moins d'argent pour importer". Elle est due à la baisse des importations, de l'ordre de 8% par rapport à 2022, mais surtout à la baisse de 14.5% des exportations à un des niveaux les plus bas les dix dernières années.⁴³ En d'autres termes, le déficit de la balance courante s'est réduit, en raison d'une baisse des importations de biens et d'un excédent de 10% du PIB dans les échanges de services (principalement dus au tourisme jusqu'en septembre 2023).⁴⁴ Une baisse des exportations signifie une production nationale et une création d'emplois réduites. Le ratio du déficit du compte courant par rapport au PIB reste non durable pour l'économie car il est élevé pour un pays aussi endetté que le Liban.⁴⁴

Il est utile de noter que si le déficit de la balance des paiements s'est amoindri, c'est en raison d'une augmentation des transactions non classifiées de \$75 millions en 2022, à \$1.62 milliard en 2023. Ceci reflète le montant d'argent « liquide qui entre dans le pays par des voies non officielles ou illégales. »⁴⁴

4.1.1 Commerce de marchandises

En 2023, le Liban a importé pour \$17.5 milliards, soit \$1.5 milliards de moins qu'en 2022 (-8%), tandis que ses exportations ont diminué de \$499 millions, pour atteindre \$2.9 milliards, soit une baisse de 14.3% par rapport à 2022 (cf. Annexe 3). Le taux de couverture des importations par les exportations s'est contracté davantage de 18.3% en 2022 à 17.1% en 2023.⁴⁵

La Chine reste le principal fournisseur du Liban avec ses produits au prix abordables (\$2.1 milliards) et pèse 11.8 % du total, suivie par la Suisse (10% avec \$1.75 milliards) et la Grèce (9.6% avec \$1.7 milliards).⁴⁶ Si l'on examine la variation des importations par pays d'origine, la Turquie enregistre la plus forte contraction (43.4%) en 2023, suivie des États-Unis, de la Chine et de la Grèce. Ces contractions ont été partiellement contrebalancées par des augmentations des importations en provenance de la Suisse (177.5%) en 2023. (Cf. 'commerce extérieur')

Tout comme en 2022, les Emirats arabes unis (EAU) restent le partenaire d'exportation le plus important pour le Liban, recevant environ 20% de tous les produits exportés (\$591 millions) malgré la plus grande contraction parmi les exportations de 20%. La Turquie vient en deuxième position notant que les exportations de produits libanais vers la Turquie ont augmenté de 125% en 2023. L'Égypte suit en troisième position avec \$166 millions et une baisse de 1%. En contrepartie, les exportations vers la Suisse (-7.1%) et l'Iraq se sont contractées. Cette

⁴¹ Selon les chiffres des douanes récemment publiés et compilés dans plusieurs rapports bancaires: [Article lorientjour du 25.05.2024](#) pris de BLOMINVEST, également dans [LebanonThisWeek](#). Byblos semaine du 22-27 avril 2024 p.2 et [LebanonWeeklyMonitor](#) Bank Audi semaine 20 du 13 -19 mai 2024.

⁴² [lorientjour.article du 08.05.2024](#)

⁴³ Lebanon this week, # 817 du 7-11 mai 2024 p.2 de [Byblos bank](#) et [lorientjour.article du 08.05.2024](#) pris des rapports bancaires et du site des douanes.

⁴⁴ [Macro Poverty Outlook](#) de la BM avril 2024, également repris dans [Lebanon this week](#) #814, 15-20 Avril 2024, p. 2

⁴⁵ [LebanonWeeklyMonitor](#) Bank Audi, semaine 20 du 13 -19 mai 2024

⁴⁶ [article lorientjour](#) du 08.05.24

contraction a été contrecarrée par les importations par le Turquie (+124.6%) et les Etats-Unis (+19.6%) depuis le Liban.

Quant à leur structure, 40% des exportations libanaises sont constituées de montres-bracelets, articles de bijouterie finis, or, diamant et cuivre en hausse de 4% par rapport à 2022. A la tête des importations, figurent les huiles pétrolières suivies des bijoux, or et diamant. Cette deuxième catégorie a augmenté de 50% par rapport à 2022 et atteint son apogée au cours des dernières années (depuis 2015 au moins).⁴⁷

Le commerce international et les flux financiers sont gravement affectés par le conflit au Proche-Orient sachant que le Liban dépend désespérément des envois de fonds pour financer sa lourde facture d'importation. Le coût du transport des navires empruntant la route du détroit de Bab el-Mandab et de la mer Rouge a presque quadruplé à tel point que les plus grandes compagnies maritimes du monde refusent de livrer des marchandises via cette route. Le transport de marchandises a donc diminué de 30%. La route détournée, autour du cap de Bonne-Espérance est plus longue de 8.000 kilomètres et augmente la durée du trajet de 10 à 14 jours, renchérissant les coûts de 15% (carburant supplémentaire). Les coûts d'assurance augmentent d'environ 700% en raison des risques de guerre. Le réacheminement affecte environ 40% des exportations libanaises et 18% des importations, ce qui impliquera une hausse des prix des produits de base « entraînant une inflation des prix des denrées alimentaires et une diminution de leur disponibilité économique pour le consommateur final ». La perturbation de cet itinéraire mènera à des problèmes de liquidité pour les importateurs libanais, si les produits arrivent en retard. Parallèlement, les industriels et les agriculteurs locaux supporteront des coûts supplémentaires, ce qui réduira leur compétitivité au niveau mondial.

4.1.2 Commerce de services

Les données nationales sur le commerce des services ne sont pas disponibles.

4.2 Commerce bilatéral

4.2.1 Commerce de marchandises

Le Liban est le troisième partenaire commercial de la Suisse au Moyen-Orient (après les EAU et l'Arabie saoudite, juste devant Israël). La valeur des échanges commerciaux a plus que doublé en 2023, augmentant de 111.7% pour atteindre 1.7 Mrd CHF. cf. annexe 4). En comparaison avec l'année précédente, les exportations suisses au Liban se sont considérablement accrues (+137.2%, valeur totale de 1.55 Mrd. CHF), alors que les importations depuis le Liban ont légèrement augmenté (+3%, valeur totale de 0.16 Mrd. CHF). A l'instar de 2022, le commerce d'or constitue l'immense majorité du commerce bilatéral entre les deux pays (1.5 Mrd.; 89.7% des exportation suisses, et 76.4% des importations). La croissance de la valeur des échanges commerciaux s'explique principalement par une augmentation des exportations d'or depuis la Suisse (+187% en 2023). Hormis l'or, la Suisse exporte également des produits de l'horlogerie (4.7% en déclin de plus que la moitié par rapport à 2022) et de l'industrie pharmaceutique (3.8% presque le tiers du total de 2022). La Suisse bénéficie d'une bonne réputation et d'une grande confiance dans la qualité de ses produits sur le marché libanais. Paradoxalement, 94.7% des importations suisses du Liban sont des pierres précieuses, métaux, horlogeries et bijoux en 2023.

Les chiffres publiés par les douanes libanaises en mai dernier diffèrent des chiffres officiels suisses mais aboutissent aux mêmes conclusions. Dans le détail des exportations selon la perspective libanaise, la Suisse est la 5^{ème} destination des exportations du Liban pour \$145 millions, en recul de 7% par rapport à 2022. La Suisse est par contre le 2^{ème} exportateur vers le Liban pour un total de \$1.751 milliards en augmentation de 177% par rapport à 2022.⁴⁸

⁴⁷ Données du département Recherche de Bank Audi Group du 08.05.2024 partagées avec l'équipe du FMI

⁴⁸ Données publiées par la Bank Audi Group, Research Department, le 08.05.2024

Une revue des dernières années permet de noter qu'en 2019 et 2020, les exportations d'or depuis le Liban vers la Suisse étaient élevées (>1 Mrd. CHF/an). Or, en 2023, il y a un retournement de situation avec de grandes importations d'or en provenance de la Suisse vers le Liban (>1 Mrd. CHF/an).⁴⁹

Le luxe semble représenter un secteur qui a, paradoxalement, rebondi rapidement au Liban. L'ambassade a noté récemment une légère reprise d'intérêt de la part de moyennes entreprises qui cherchent des débouchés au Liban.

4.2.2 Commerce de services

Il n'existe pas de chiffres statistiques nationaux sur le commerce bilatéral des services. Similairement, la Banque nationale suisse (BNS) ne publie pas de données concernant le commerce de services entre la Suisse et le Liban.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Au cours des dernières années, les importants flux d'investissements de ce qui était l'une des principales sources de capitaux du Liban, à savoir les pays du Conseil de Coopération du Golfe, se sont arrêtés.

Les données de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement mondial (CNUCED)⁵⁰ sur le Liban montrent que depuis 2019, les IDE (\$1.361 milliards) ont chuté de la moitié à comparer avec l'année d'avant (\$2.658 milliards), principalement en raison de la crise financière sans précédent qui a débuté cette année-là. Dans son dernier rapport, la CNUCED révèle la forte détérioration du stock de capitaux étrangers au Liban, chutant à \$273 millions de dollars⁵¹ en 2021, contre \$1.30 milliards en 2020, \$1.36 milliards en 2019 et \$2.65 milliards en 2018. En raison de la non disponibilité et de la divergence des données, le tableau de l'annexe 5 détaille les stocks des capitaux selon le *Coordinated Direct Investment Survey du FMI* et non selon le *World Investment report*, fiche pays, Liban du CNUCED.

Pour ce qui est du type de ces IDE jusqu'en 2021, il est utile de noter qu'à l'instar de la dépendance du Liban à l'égard des envois de fonds, les IDE sont très souvent effectués par l'énorme diaspora libanaise (plus nombreuse que la population nationale). De plus, environ 95% de l'ensemble des IDE ont pris la forme de fusions-acquisitions, ce qui signifie qu'il y a très peu d'IDE de création/d'expansion, la forme d'investissement étranger la plus productive et la plus créatrice d'emplois.⁵²

Selon les chiffres de la BdL, les investissements directs étrangers (IDE) ont atteint \$526.8 millions en 2022 puis augmenté de 24.4% pour atteindre les \$655 millions en 2023. Le total de 2023 constitue le plus faible niveau pour la 3ème année consécutive. Les IDE ont constitué 2.5% du PIB en 2022 et en constituent 3.7% en 2023. C'est ainsi que le ratio investissement/PIB atteint un des niveaux les plus bas dans l'histoire contemporaine du Liban.⁵³

Quant au flux net d'investissements directs étrangers, il était de \$460.7 millions en 2022 (2.2% du PIB) et augmente de 26.5% jusqu'à \$582 millions (3.2% du PIB) en 2023.⁵⁴

Si on examine la liste des pays investissant au Liban en 2022, on note que le Luxembourg reste en tête de ces pays bien que ses investissements aient décliné encore pour la seconde fois, suivi par la France qui a supplanté les EAU en 2ème position. En effet, la France a presque triplé ses investissements en 2022. Les Etats-Unis d'Amérique et la Libye ont augmenté

⁴⁹ Statistiques de la Plateforme [Swiss-Impex](#)

⁵⁰ Également analysée dans [investmentmonitor.ai/14.06.21](#)

⁵¹ Dans [UNCTAD World Investment Report 2022](#), p. 232 et article [libnanews](#) du 14 juin 2022.

⁵² [articleInvestmentMonitor](#) du 14.06.2021, basé sur les données de la CNUCED.

⁵³ [Rapport économique Liban](#), Banque Audi - T1 2024, publié le 08.05.2024 [pdf](#)

⁵⁴ Lebanon This Week, issue # 817 du 7-11 mai p.2 et # 819 du 20-25 mai 2024 p.5 de [Byblos Bank](#)

leurs investissements quant à l'Égypte, la Jordanie et les Îles vierges américaines, ils ont légèrement réduit. Malte n'avait pas d'investissements directs au Liban et occupe la 10^{ème} position en 2022 avec \$109 millions. (Cf. annexe 5)

5.2 Investissements bilatéraux

En 2022, la Suisse prend la 19^{ème} position en termes d'investissements directs au Liban avec un total de \$14 millions. Les principaux secteurs d'activités pour les entreprises suisses sont les industries variées dont les spécialités pharmaceutiques et les produits de luxe.

Selon les statistiques de BNS (perspective suisse), le stock des investissements directs suisses au Liban s'élevaient à CHF 95.1 millions à la fin de 2021 (2020 : CHF 93 millions). Fin 2021, les entreprises suisses au Liban employaient un total de 886 personnes (2020 : 811 personnes).⁵⁵

L'ambassade suisse n'a pas eu connaissance d'investissements prévus par des entreprises suisses sur place.

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Die Schweizer Botschaft in Beirut pflegt enge Beziehungen mit den Schweizer Firmen im Libanon. Sie bietet ihnen – wenn nötig – Hilfestellungen und die Möglichkeit zur Vernetzung an. Dies einerseits direkt und andererseits durch die Zusammenarbeit mit dem «Swiss Business Council – Lebanon» (SBC-L). Die Stv. Missionschefin und die Handelsattachée der Botschaft stehen in engem Kontakt mit dem SBC-L. Die Kontakte zu den Schweizer Unternehmen werden mittels Firmenbesuchen der Missionschefin, Arbeitstreffen mit CEOs, und regelmässiger Businesslunches gepflegt. Bei wichtigen Besuchen lädt die Botschaft Vertreterinnen und Vertreter der Schweizer Wirtschaft ein, Teil der Delegation zu sein. Im 1. Halbjahr 2021 formierte sich der SBC-L Vorstand neu. Seither organisierte er, teilweise in Zusammenarbeit mit der Botschaft, gut besuchte Netzwerkevents zu aktuellen Wirtschaftsthemen.

Einige der Unternehmen leisten einen sehr geschätzten Beitrag an den Kulturfonds der Botschaft. Die regelmässig organisierten kulturellen Anlässe bieten den Schweizer Firmen dann wiederum eine Möglichkeit sich als Sponsoren zu präsentieren. Die Botschaft arbeitet ad-hoc auch mit Schweiz Tourismus, Präsenz Schweiz und «Switzerland Global Enterprise» zusammen.

6.2 Intérêt du Liban pour la Suisse

6.2.1 Tourisme, éducation, autres services

Die Präsenz einer grossen libanesischen Diaspora in der Schweiz und die französische Sprache erleichtern den Austausch zwischen den beiden Ländern in diversen Bereichen. Es gibt mehrmals wöchentlich Direktflüge zwischen Genf und Beirut und während der Hauptreisezeiten auch zwischen Zürich und Beirut.

Namentlich war die Schweiz bis anhin eine beliebte Feriendestination und Schweizer Hochschulen genossen einen exzellenten Ruf. Zwischen schweizerischen und libanesischen akademischen Institutionen bestehen zahlreiche Partnerschafts- und Kooperationsabkommen.

6.2.2 Investissements

L'ambassade n'a pas connaissance d'un intérêt spécifique pour de nouveaux investissements libanais en Suisse.

⁵⁵ [Statistiques- office fédérale de la statistique /industrie-services](#) et [Données Banque Nationale Suisse](#)

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie du Liban

	Année 2018	2023 ⁵⁶	Croissance 2023/ 2022	Croissance 2024 (proj.)
Répartition du PIB				
Secteur primaire	4.4%	6.0%	+0.5	+0.5%
Secteur manufacturier	12.0%	12.8%	+0.7	-0.2%
Services	72.2%	78.6%	-0.4	+0.7%
– dont services publics	-	-		

Répartition de l'emploi ²		2021
Secteur primaire	Pas de données disponibles	3.8%
Secteur manufacturier		20.7%
Services		75.%
– dont services publics		

Sources :

- 1- Les données sont prises d'un ancien rapport de la BM. La BM est la seule à faire encore des projections à la différence du FMI. La projection de la répartition du PIB de 2024 ainsi que la croissance 2022-2023 (colonne ajoutée) a été publiée dans [Macro Poverty Outlook](#) de la BM en mai 2024.
- 2- [statista/employment-by-economic-sector-in-lebanon/](https://www-statista-com.translate.googl/employment-by-economic-sector-in-lebanon/)

⁵⁶ Projections – similaire à 2022

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du Liban

Rq. : En raison de l'incertitude actuelle et de la non disponibilité de données fiables, la BM ne publiera pas le Lebanon Economic Monitor de printemps 2024. Les dernières prévisions du FMI datent de septembre 2023 et seront mises à jour en septembre 2024.

		2021	2022	2023(p)	2024 (p)
PIB (USD Mia)	FMI	20.5	21.8	16.2	-
	BM	23.1	21	17.9	19.93
PIB/habitant (USD)		4'136.1	3'823.9	3'350.3	3'819.3
Taux de croissance (% du PIB réel)	FMI	-10	0	-0.5	
Taux de croissance (% du PIB réel)	BM		-0.6	0.2	0.5
Taux d'inflation (%)		150 154.8**	171.2	221.3	83.9
Taux de chômage (%)		15	13.5 29.6 **	23.3 *	22.8
Chômage des jeunes (15 à 24 ans)				23.85	
Solde budgétaire (% du PIB)	FMI	0.6	-4.9		
Inclus les donations	FMI	1.2	-5.2	-6.9	
	BM	0.9	-2.9	0.5	0
Solde des transactions courantes (% du PIB)	FMI		-29	-12.5	
Solde des transactions courantes (% du PIB)	BM	-12.5	-32.7	-11	-10.4
Dettes extérieures totale (% du PIB)		138.3	166.9	198	178.1
Service de la dette (% des exportations)					
Réserves (mois d'importations)	FMI	6.8	6.3	5.2	

*Le taux de chômage de 2023 a été revu à la hausse. L'année passée, la BM avait avancé le chiffre de 11.7%

**chiffres de CAS, le centre d'administration des statistiques (l'agence officielle des statistiques)

Sources :

- 1- La source principale de référence est le FMI, que ce soit les statistiques du pays [countrydata](#) ou la [base de données World Economic Outlook](#) d'octobre 2023 et [imf/datamapper/profile/LBN](#) d'avril 2024. Le rapport de mission de fin mars 2023 a été publié le 29 juin 2023 dans le dernier article IV consultation [IMF/2023/06/28/Lebanon-2023-Article-IV-Consultation](#)
- 2- A défaut de données du FMI, les indicateurs sont pris du [Macro-poverty outlook Banque mondiale-avril 2024 PDF](#) et [/data/lebanon](#). Pour un tableau avec les données complètes [worldbank/data-lbn.pdf](#) et de [CAS](#)
- 3- <https://www.statista.com/statistics/808760/unemployment-rate-in-lebanon/>

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

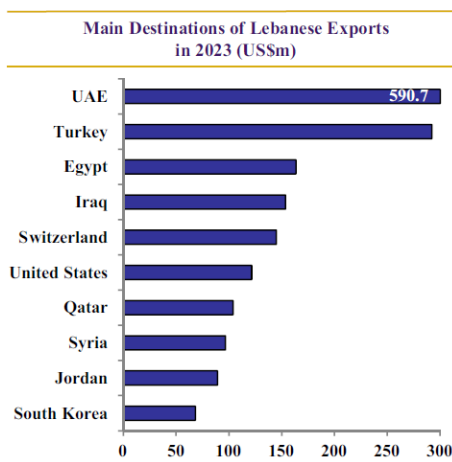
Partenaires commerciaux du Liban

année : 2023

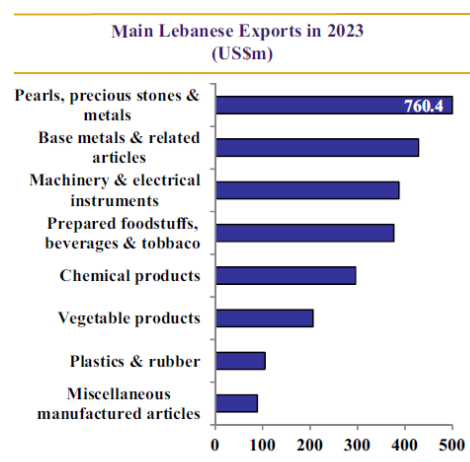
Perspective selon le Liban

Rang	Pays	Exportations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. (en % par rapport à l'an préc.)	Rang	Pays	Importations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. (en % par rapport à l'an préc.)
1	Emirats Arabes Unis	591	19.7%	-20.9%	1	Chine	2061	11.8%	-23.0%
2	Türkiye	292	9.7%	+125%	2	Suisse	1751	10.0%	177.5%
3	Egypte	166	5.5%	-1.2%	3	Grèce	1682	9.6%	-7.6%
4	Irak	154	5.1%	-3.8%	4	Italie	1112	6.3%	4.7%
5	Suisse	145	4.8%	-7.1%	5	États-Unis	705	4.0%	-27.2%
	UE	406	13.6%	-8.4%		UE	6,147	33.7%	-4.1%
	Total	2,995	100 %	-14.2%		Total	17,524	100 %	-8.0%

Source: L'Administration des douanes libanaises ([Lebanese Customs Administration](#)). Selon la plateforme Swiss-Impex de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières, les exportations libanaises vers la Suisse se montent à 177 Mrd. USD, alors que les importations libanaises depuis la suisse à 1730 Mrd. USD.



Source: Lebanese Customs Administration, Byblos Research



Source: Lebanese Customs Administration, Byblos Research

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Perspective selon la Suisse

Total général: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes ainsi que les objets d'art et les antiquités.

	Export (Mio. CHF)	<i>Variation</i> (%)*	Import (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	Solde** (en Mio.)	Val. totale*** (en Mio.)
2018	580.19	2.3	203.66	-13.5	376.54	783.85
2019	437.20	-24.6	1091.57	436	-654.36	1528.76
2020	389.39	-10.9	1017.36	-6.8	-627.97	1406.75
2021	348.12	-10.6	420.35	-58.7	-72.23	768.46
2022	655.12	88.2	153.65	-63.4	501.47	808.77
2023	1554.22	137.2	158.23	3.0	1395.94	1712.50

*) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

***) Différence entre la valeur d'exportation et la valeur d'importation (en Mio. CHF)

****) Somme de la valeur d'exportation et de la valeur d'importation (en Mio. CHF)

Exportations	2022 (% du total)	2023 (% du total)
1. Métaux précieux et pierres gemmes	74.9	89.7
2. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	10.6	4.7
3. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	9.9	3.8
4. Textiles, habillement, chaussures	1.4	0.5

Importations	2022 (% du total)	2023 (% du total)
1. Métaux précieux et pierres gemmes	93	76.4
2. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	1.6	18.3
3. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	3.2	3.2
4. Textiles, habillement, chaussures	0.3	0.7

Total "conjoncturel": sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités.

	Export (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	Import (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	Solde*** (en Mio.)	Volume**** (en Mio.)
2018	348.96	-10.4	76.11	-22.6	272.86	425.07
2019	340.20	-2.5	21.90	-71.2	318.30	362.1
2020	252.24	-25.9	29.62	35.2	222.62	281.86
2021	194.93	-22.7	35.89	21.2	159.04	230.82
2022	163.08	-16.3	8.54	-76.2	154.54	171.62
2023	159.13	-2.4	36.50	327.4	122.63	195.62

*) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

**) Différence entre la valeur d'exportation et la valeur d'importation (en Mio. CHF)

***) Somme de la valeur d'exportation et de la valeur d'importation (en Mio. CHF)

Exportations	2022 (% du total)	2023 (% du total)
1. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	42.4	46.0
2. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	39.6	37.0
3. Textiles, habillement, chaussures	5.8	5.3
4. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	2.2	3.3

Importations	2022 (% du total)	2023 (% du total)
1. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	29.3	79.3
2. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	56.9	14.0
3. Textiles, habillement, chaussures	5.4	3.2
4. Machines, appareils, électronique	1.6	1.1

Source : Plateforme [Swiss-Impex](#) de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières.

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs au Liban année : 2022

Rang	Pays	Investissements directs (million USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (million USD)
1	Luxembourg	735	24.44%	-13.22%	847
2	France	656	21.81%	187.71%	228
3	EAU	325	10.8%	6.55%	305
4	Lybie	167	5.55%	16.78%	143
5	Jordanie	154	5.12%	-9.94%	171
6	Syrie	136	4.52%	1.49%	134
7	Iles vierges américaines	135	4.48%	-11.18%	152
8	Bermudes	128	4.25%	9.4%	117
9	Etats-Unis	120	3.99%	27.65%	94
10	Malte	109	3.62%	109 x	0
19	<i>Suisse</i>	14	0.46%	0	14
	Total	3'007	100%	15.69	2599

N.B. : Il n'y a pas données sur les investissements de l'UE.

Source: [Coordinated Direct Investment Survey \(CDIS\)](#) du FMI. Tri pour les 20 premiers pays investisseurs (« Inward Top 20 »).